

DECLARATION LIMINAIRE UNSA EDUCATION AU CDEN DU

26 juin 2012



Monsieur le préfet
Monsieur le président du conseil général
Monsieur le Directeur Académique
Mesdames et Messieurs,

Le Président de la République a affirmé, à plusieurs reprises, que la question fondamentale du dialogue social serait inscrite dans notre constitution.

Une telle orientation ne peut que satisfaire la fédération UNSA Éducation qui défend, depuis des années, un syndicalisme de concertation et de négociation.

Les enquêtes internationales, ainsi que le tout récent rapport de la Cour des comptes, pointent les lourdes difficultés de notre système éducatif, le creusement constant des inégalités scolaires et l'impact de l'origine sociale sur les résultats des élèves.

Pour sortir de cette spirale élitiste et fortement inégalitaire, le changement s'impose. Il ne peut cependant s'arrêter à la création, certes indispensable, de 60 000 emplois. C'est d'une refondation de l'École de la République dont notre pays a besoin.

Pour faire face à l'urgence, et pour donner un signal symbolique, le ministère vient de faire connaître la répartition académique et départementale des 1000 postes promis dans le premier degré par le Président de la République. Cet effort marque une rupture avec la politique du précédent quinquennat qui a vu plus de 70.000 emplois d'enseignants passer à la trappe. C'est évidemment une dotation insuffisante partout et particulièrement en Bourgogne. Qu'est-ce qu'une vingtaine de postes supplémentaires arrivant à la rentrée en comparaison des 125 suppressions de la rentrée 2011 et des 166 suppressions pour cette rentrée 2012 ? Dans la ventilation entre départements la Nièvre peut, avec 5 postes, estimer qu'elle n'est pas la plus mal lotie. Cependant les besoins sont nombreux, de nombreuses écoles du département sont dans des situations délicates au vu de leurs effectifs, la prochaine réunion du comité technique de vendredi permettra d'en débattre. Nous nous réjouissons que notre demande concernant le signal favorable en direction des RASED soit en passe d'être entendue.

L'UNSA EDUCATION est satisfaite de voir l'École primaire devenir enfin une priorité pour la Nation, mais d'autres maillons du système éducatif sont aujourd'hui en souffrance et nécessiteront une égale attention.

Dans le second degré aussi, des besoins existent, l'annonce de la création de 280 postes de postes de professeurs et 75 de CPE pour la rentrée ne pourra y répondre que partiellement.

DECLARATION LIMINAIRE UNSA EDUCATION AU CDEN DU

26 juin 2012



Monsieur le préfet
Monsieur le président du conseil général
Monsieur le Directeur Académique
Mesdames et Messieurs,

Le Président de la République a affirmé, à plusieurs reprises, que la question fondamentale du dialogue social serait inscrite dans notre constitution.

Une telle orientation ne peut que satisfaire la fédération UNSA Éducation qui défend, depuis des années, un syndicalisme de concertation et de négociation.

Les enquêtes internationales, ainsi que le tout récent rapport de la Cour des comptes, pointent les lourdes difficultés de notre système éducatif, le creusement constant des inégalités scolaires et l'impact de l'origine sociale sur les résultats des élèves.

Pour sortir de cette spirale élitiste et fortement inégalitaire, le changement s'impose. Il ne peut cependant s'arrêter à la création, certes indispensable, de 60 000 emplois. C'est d'une refondation de l'École de la République dont notre pays a besoin.

Pour faire face à l'urgence, et pour donner un signal symbolique, le ministère vient de faire connaître la répartition académique et départementale des 1000 postes promis dans le premier degré par le Président de la République. Cet effort marque une rupture avec la politique du précédent quinquennat qui a vu plus de 70.000 emplois d'enseignants passer à la trappe. C'est évidemment une dotation insuffisante partout et particulièrement en Bourgogne. Qu'est-ce qu'une vingtaine de postes supplémentaires arrivant à la rentrée en comparaison des 125 suppressions de la rentrée 2011 et des 166 suppressions pour cette rentrée 2012 ? Dans la ventilation entre départements la Nièvre peut, avec 5 postes, estimer qu'elle n'est pas la plus mal lotie. Cependant les besoins sont nombreux, de nombreuses écoles du département sont dans des situations délicates au vu de leurs effectifs, la prochaine réunion du comité technique de vendredi permettra d'en débattre. Nous nous réjouissons que notre demande concernant le signal favorable en direction des RASED soit en passe d'être entendue.

L'UNSA EDUCATION est satisfaite de voir l'École primaire devenir enfin une priorité pour la Nation, mais d'autres maillons du système éducatif sont aujourd'hui en souffrance et nécessiteront une égale attention.

Dans le second degré aussi, des besoins existent, l'annonce de la création de 280 postes de postes de professeurs et 75 de CPE pour la rentrée ne pourra y répondre que partiellement.

DECLARATION LIMINAIRE UNSA EDUCATION AU CDEN DU

26 juin 2012



Monsieur le préfet
Monsieur le président du conseil général
Monsieur le Directeur Académique
Mesdames et Messieurs,

Le Président de la République a affirmé, à plusieurs reprises, que la question fondamentale du dialogue social serait inscrite dans notre constitution.

Une telle orientation ne peut que satisfaire la fédération UNSA Éducation qui défend, depuis des années, un syndicalisme de concertation et de négociation.

Les enquêtes internationales, ainsi que le tout récent rapport de la Cour des comptes, pointent les lourdes difficultés de notre système éducatif, le creusement constant des inégalités scolaires et l'impact de l'origine sociale sur les résultats des élèves.

Pour sortir de cette spirale élitiste et fortement inégalitaire, le changement s'impose. Il ne peut cependant s'arrêter à la création, certes indispensable, de 60 000 emplois. C'est d'une refondation de l'École de la République dont notre pays a besoin.

Pour faire face à l'urgence, et pour donner un signal symbolique, le ministère vient de faire connaître la répartition académique et départementale des 1000 postes promis dans le premier degré par le Président de la République. Cet effort marque une rupture avec la politique du précédent quinquennat qui a vu plus de 70.000 emplois d'enseignants passer à la trappe. C'est évidemment une dotation insuffisante partout et particulièrement en Bourgogne. Qu'est-ce qu'une vingtaine de postes supplémentaires arrivant à la rentrée en comparaison des 125 suppressions de la rentrée 2011 et des 166 suppressions pour cette rentrée 2012 ? Dans la ventilation entre départements la Nièvre peut, avec 5 postes, estimer qu'elle n'est pas la plus mal lotie. Cependant les besoins sont nombreux, de nombreuses écoles du département sont dans des situations délicates au vu de leurs effectifs, la prochaine réunion du comité technique de vendredi permettra d'en débattre. Nous nous réjouissons que notre demande concernant le signal favorable en direction des RASED soit en passe d'être entendue.

L'UNSA EDUCATION est satisfaite de voir l'École primaire devenir enfin une priorité pour la Nation, mais d'autres maillons du système éducatif sont aujourd'hui en souffrance et nécessiteront une égale attention.

Dans le second degré aussi, des besoins existent, l'annonce de la création de 280 postes de postes de professeurs et 75 de CPE pour la rentrée ne pourra y répondre que partiellement.

DECLARATION LIMINAIRE UNSA EDUCATION AU CDEN DU

26 juin 2012



Monsieur le préfet
Monsieur le président du conseil général
Monsieur le Directeur Académique
Mesdames et Messieurs,

Le Président de la République a affirmé, à plusieurs reprises, que la question fondamentale du dialogue social serait inscrite dans notre constitution.

Une telle orientation ne peut que satisfaire la fédération UNSA Éducation qui défend, depuis des années, un syndicalisme de concertation et de négociation.

Les enquêtes internationales, ainsi que le tout récent rapport de la Cour des comptes, pointent les lourdes difficultés de notre système éducatif, le creusement constant des inégalités scolaires et l'impact de l'origine sociale sur les résultats des élèves.

Pour sortir de cette spirale élitiste et fortement inégalitaire, le changement s'impose. Il ne peut cependant s'arrêter à la création, certes indispensable, de 60 000 emplois. C'est d'une refondation de l'École de la République dont notre pays a besoin.

Pour faire face à l'urgence, et pour donner un signal symbolique, le ministère vient de faire connaître la répartition académique et départementale des 1000 postes promis dans le premier degré par le Président de la République. Cet effort marque une rupture avec la politique du précédent quinquennat qui a vu plus de 70.000 emplois d'enseignants passer à la trappe. C'est évidemment une dotation insuffisante partout et particulièrement en Bourgogne. Qu'est-ce qu'une vingtaine de postes supplémentaires arrivant à la rentrée en comparaison des 125 suppressions de la rentrée 2011 et des 166 suppressions pour cette rentrée 2012 ? Dans la ventilation entre départements la Nièvre peut, avec 5 postes, estimer qu'elle n'est pas la plus mal lotie. Cependant les besoins sont nombreux, de nombreuses écoles du département sont dans des situations délicates au vu de leurs effectifs, la prochaine réunion du comité technique de vendredi permettra d'en débattre. Nous nous réjouissons que notre demande concernant le signal favorable en direction des RASED soit en passe d'être entendue.

L'UNSA EDUCATION est satisfaite de voir l'École primaire devenir enfin une priorité pour la Nation, mais d'autres maillons du système éducatif sont aujourd'hui en souffrance et nécessiteront une égale attention.

Dans le second degré aussi, des besoins existent, l'annonce de la création de 280 postes de postes de professeurs et 75 de CPE pour la rentrée ne pourra y répondre que partiellement.

